Les Français face au dépistage des cancers

COLLECTION
Enquêtes et sondages

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE LA 2e VAGUE DE L'ENQUÊTE BAROMÉTRIQUE INCa/BVA JANVIER/FÉVRIER 2009

Dans le cadre de sa mission d'information des publics sur le dépistage des cancers, l'Institut National du Cancer (INCa) a souhaité mettre en place une enquête barométrique afin de mieux comprendre les attitudes, opinions, connaissances et pratiques déclarées des Français par rapport au dépistage des cancers. Une première enquête avait été menée en novembre et décembre 2005 à l'occasion du lancement d'une grande campagne nationale, l'objectif était alors d'évaluer les effets de la campagne.

L'enquête a été reprise en février 2009 sur la base d'un questionnaire complété afin de prendre en compte notamment les évolutions organisationnelles intervenues depuis 2005 sur les dépistages des cancers. Les résultats présentés ci-dessous constituent donc le point 2 de l'étude barométrique que l'INCa souhaite renouveler tous les deux ans. Ces résultats d'enquête viennent compléter des études existantes, l'étude sur les facteurs d'adhésion au dépistage organisé de l'Institut de veille sanitaire (InVS), le Baromètre Cancer de l'Institut national de prévention et d'éducation à la santé (Inpes) ou encore l'enquête Edifice du laboratoire pharmaceutique Roche.

Cette synthèse intègre donc l'analyse des évolutions entre les deux enquêtes et s'appuie également sur d'autres résultats d'études publiées.

MÉTHODOLOGIE

Enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 1 013 personnes, représentatif de la population française âgée de 25 ans et plus. Les interviews ont été réalisées du 19 au 23 janvier 2009 et du 20 au 21 février 2009. L'échantillon a été construit selon la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, CSP du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

RÉSULTATS

I. Données de contextualisation

Près d'un Français[1] sur deux connaît une ou plusieurs personnes de son entourage atteinte(s) d'un cancer et sept Français sur 10 se déclarent préoccupés par le cancer dont 30 % « beaucoup ». Ce niveau est stable depuis 2005 et est partagé par toutes les catégories de la population, notamment en termes d'âge : en effet, mis à part les personnes très âgées (75 ans et plus), aucune catégorie d'âge ne semble se distinguer par son insouciance, pas même les plus jeunes (71 % de préoccupation pour les moins de 25 ans contre 73 % pour leurs aînés). Ces données sont à rapprocher des résultats de la dernière édition du Baromètre Cancer de l'Inpes[2], dans laquelle 92 % des Français citent spontanément le cancer parmi les trois maladies qu'ils jugent les plus graves, loin devant le sida (65 %) et les maladies cardiovasculaires (30 %).

1. Par facilité de langage, nous emploierons le terme « Français » dans le commentaire de l'étude sachant que l'enquête portait plus précisément sur « les personnes résidant en France âgées de 25 ans et plus ».
2. Baromètre cancer 2005 Inpes : enquête réalisée auprès de 4 046 personnes âgées de 16 ans et plus, recueil des données par téléphone du 26 avril 2005 au 15 juin 2005.

Une majorité d'entre eux considère que le cancer n'est pas une maladie comme les autres. Dans le même ordre d'idées, une enquête ultérieure réalisée par Ipsos pour l'INCa fait apparaître que 61 % des Français sont d'accord pour dire que le cancer est « la pire des maladies»[3].

Effet d'information ou réelle crainte liée à la prévalence de ces cancers et à leur mortalité, les cancers des poumons et du sein sont, en spontané, les deux cancers les plus craints (cités chacun par 1/5e des Français en premier et par 29 % au total des deux réponses)[4]. Suivent ensuite, mais avec un écart important, le cancer colorectal (15 % de citations au total) ce qui reflète sans doute une moindre connaissance de ce cancer dans la population et en particulier chez les plus jeunes, puis le cancer du col de l'utérus (12 %) et le cancer de la prostate (10 %). Le cancer de la peau suit loin derrière, avec 4 % des citations.

La hiérarchie des peurs entre ces différents cancers est relativement stable dans le temps, avec toutefois un léger recul du caractère anxiogène du cancer du poumon qui baisse en niveau de citations (- 5 points au global et - 9 points chez les hommes) et en hiérarchie, cédant la première place au cancer du sein.

Cette hiérarchie des peurs varie essentiellement en fonction du sexe : les hommes ont logiquement moins peur des cancers « féminins ». Pour eux, c'est avant tout le cancer du poumon (32 % de citations spontanées), de la prostate (20 %) et du colorectal (17 %) qui font peur. Pour les femmes, le cancer du sein est, de loin, le plus angoissant (environ une femme sur deux en a peur), suivi du cancer du poumon (24 % de citations) et du col de l'utérus (20 %). Fait marquant : alors que les craintes liées aux cancers du poumon, du sein et du col de l'utérus ont tendance à régresser avec l'âge des personnes interrogées, la peur du cancer colorectal augmente avec l'âge (7 % de citations parmi les 25-34 ans contre 23 % chez les 55 ans et plus). C'est également le cas pour le cancer de la prostate.

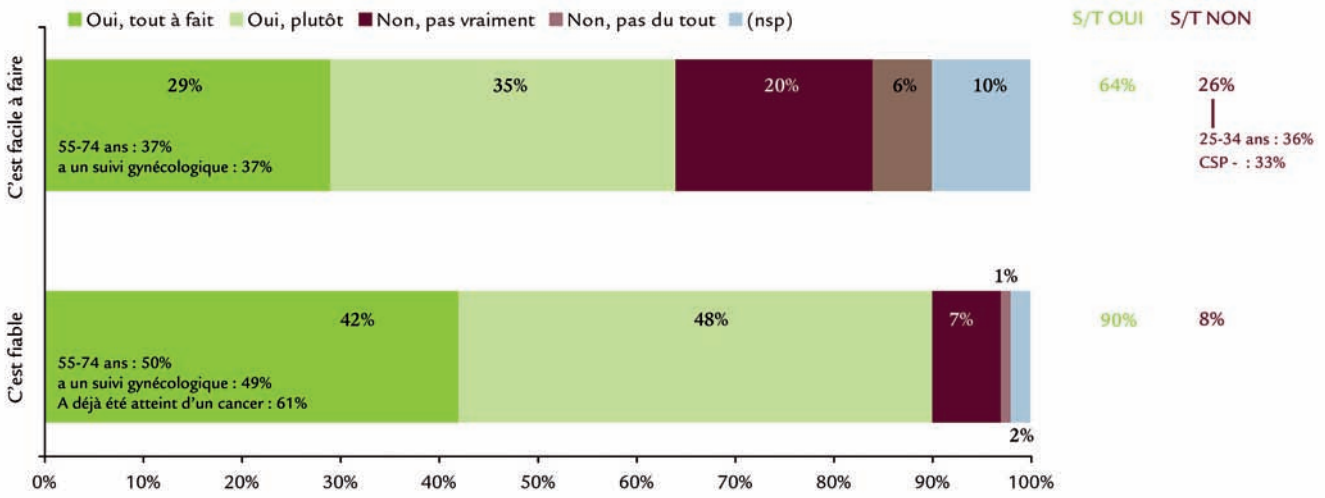
II. Opinions à l'égard du dépistage

Les Français convaincus de l'utilité individuelle et collective du dépistage

Globalement, l'opinion des Français sur l'intérêt du dépistage est très positive et cette opinion est stable depuis 2005 : 97 % de la population s'accordent sur le bénéfice du dépistage pour augmenter les chances de guérison (« plus un cancer est dépisté

FIG. 1 - DIRIEZ-VOUS QUE FAIRE UN DÉPISTAGE DU CANCER...

Base : Ensemble de la population 25 ans et plus (Résultats en %)



3. Étude barométrique INCa/Ipsos sur les représentations du cancer, point 1, enquête réalisée auprès de 1 000 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus, recueil des données par téléphone les 27 et 28 janvier 2007.
4. Enquête barométrique INCa/BVA « Les Français face au dépistage des cancers » point 2, février 2009.

tôt, plus on a de chances d'en guérir ») et la même proportion (96 %) voit le dépistage des cancers comme une « bonne habitude à prendre pour faire attention à sa santé ». De plus, 92 % des Français approuvent l'idée que « se faire dépister régulièrement permet de prévenir les cancers ». Les Français semblent également convaincus, bien que dans une moindre mesure, de l'utilité collective du dépistage (88 % pensent qu'il permet de « faire baisser le nombre de personnes qui meurent d'un cancer »). Il est important de noter que sur ces questions, les opinions exprimées le sont majoritairement sur la modalité la plus engageante « tout à fait d'accord ».
Les personnes n'ayant pas encore fait de dépistage partagent globalement les mêmes opinions positives sur les bénéfices du dépistage que celles qui ont déjà fait la démarche (chances de guérison en cas de dépistage précoce, 96 % ; « le dépistage est une bonne habitude...», 96 %).

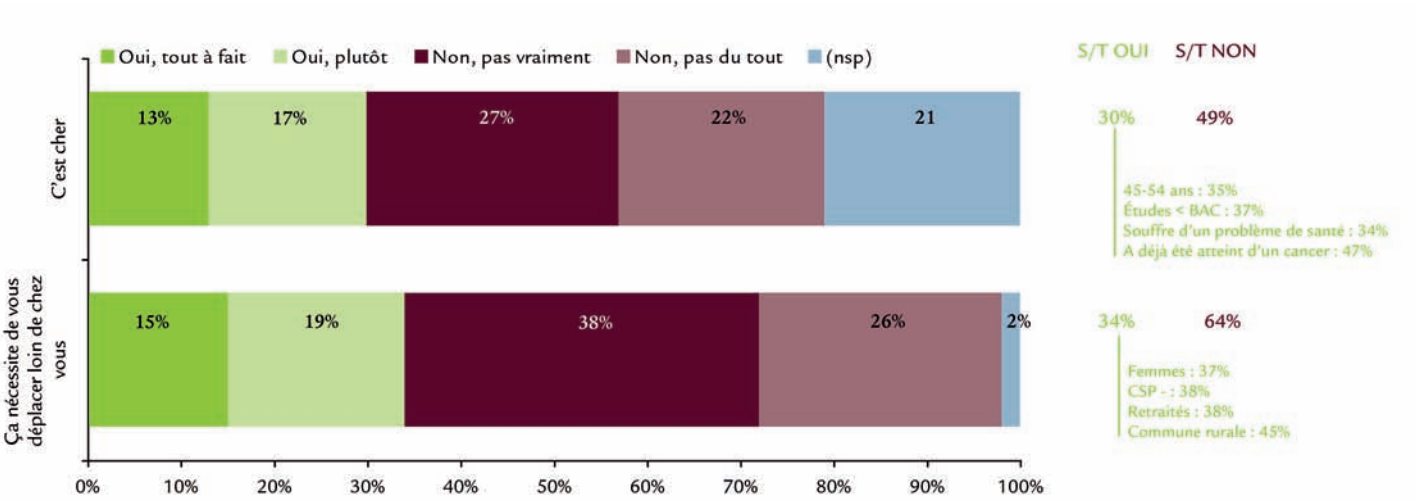
Le dépistage : une démarche perçue comme angoissante

La démarche de dépistage est majoritairement perçue comme angoissante (69 % des Français[5], dont un tiers qui la considère comme « très angoissante »). Cette opinion n'a pas diminué depuis cinq ans même si elle a beaucoup évolué par type de cancer.
Excepté le cancer de la peau, le dépistage des autres cancers (colorectal, sein et col de l'utérus) est jugé angoissant par environ sept personnes sur 10, désagréables par six sur 10 et douloureux par quatre sur 10. Le dépistage du cancer colorectal est toutefois moins souvent jugé désagréable ou douloureux qu'en 2005. La mise en place du dépistage organisé du cancer colorectal et les campagnes d'information qui ont été menées sur cette thématique sont peut-être à l'origine de la baisse du nombre de personnes considérant ce dépistage comme désagréable (-10 points) et douloureux (-12 points). Cette baisse peut en effet être mise en relation avec la diffusion du test de recherche de sang dans les selles et la baisse consécutive de l'association dans les esprits du dépistage colorectal à la seule coloscopie.

Environ les deux tiers des Français estiment que faire un dépistage est quelque chose de facile (64 %) et que l'on peut réaliser à proximité de chez soi (64 %). Toutefois, l'éloignement, la complexité ainsi que le coût du dépistage peuvent malgré tout apparaître comme des freins pour une frange non négligeable de la population : 33 % des Français disent que se faire dépister nécessite de se déplacer loin de

FIG. 2 - DIRIEZ-VOUS QUE FAIRE UN DÉPISTAGE DU CANCER...

Base : Ensemble de la population 25 ans et plus (Résultats en %)



5. Idem

chez soi, 26 % jugent que ce n'est pas une démarche facile à faire et 29 % que c'est cher (fig. 1 et 2), 45 % des personnes vivant en milieu rural jugent que « faire un dépistage nécessite de se déplacer loin de chez elles ». Les personnes en milieu rural sont d'ailleurs plus nombreuses à ne pas avoir réalisé de dépistage : 42 % contre 35 % en moyenne.

Il est intéressant de noter que les personnes n'ayant pas réalisé de dépistage ont davantage tendance à s'imaginer que faire un dépistage n'est pas chose facile (30 % contre 24 % pour les personnes dépistées).

III. Connaissance des dépistages des cancers

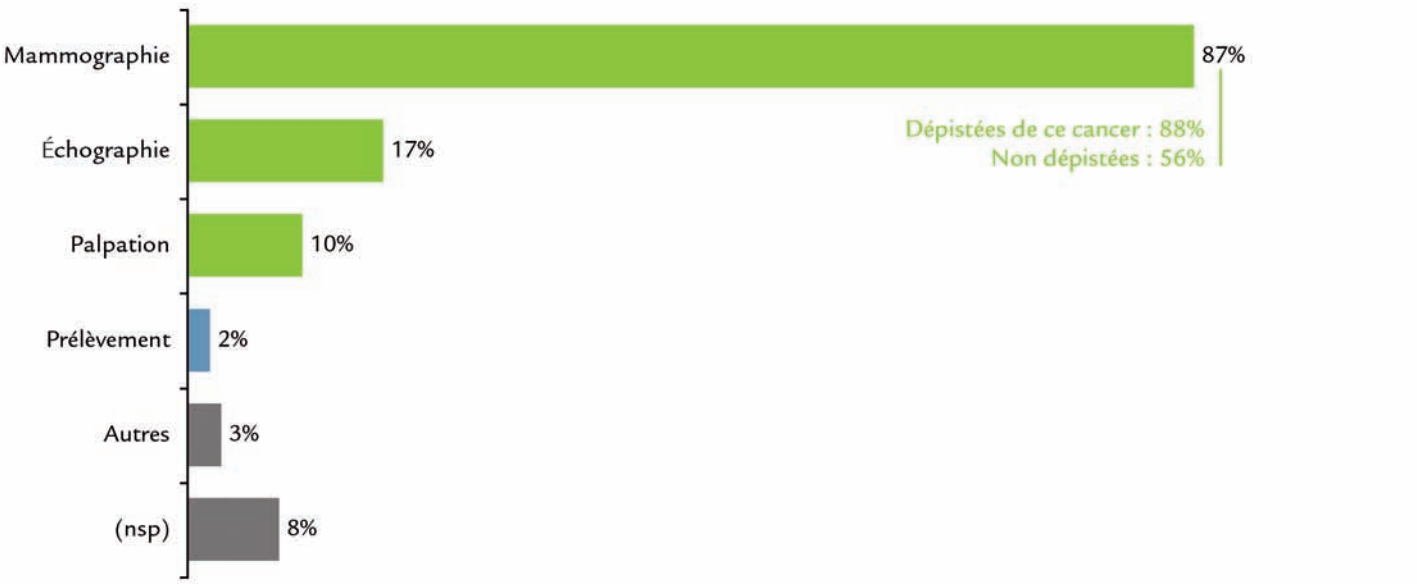
Globalement, les Français ont une bonne connaissance de l'existence des dépistages des cancers

La notoriété de la plupart des dépistages est importante auprès de l'ensemble de la population : le dépistage du cancer du sein est connu de la quasi-totalité des Français (98 %), environ neuf personnes sur 10 déclarent savoir qu'il existe un dépistage du cancer colorectal (90 %), du col de l'utérus (90 %) et de la prostate (86 %). La notoriété est un peu moins affirmée pour le dépistage des cancers de la peau (75 %), cela traduit sans doute le fait que pour les cancers de la peau, il n'y a pas de dépistage, mais des modalités de détection précoce.

Signe positif, la notoriété assistée[6] de l'existence des dépistages a progressé depuis 2005 pour le dépistage du cancer du col de l'utérus (+ 5 points), de la prostate (+ 5 points) et pour le cancer colorectal (+ 8 points). Ces évolutions peuvent s'expliquer en partie par les actions d'information menées depuis 2005, par le bruit médiatique généré par l'arrivée des vaccins contre les papillomavirus humains (HPV) pour prévenir le cancer du col de l'utérus, les débats autour du dépistage du cancer de la prostate, mais également par la généralisation progressive du dépistage organisé du cancer colorectal.

FIG. 3 - EN QUOI CONSISTE, SELON VOUS, L'EXAMEN DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN ?

Base : Femmes de 50-74 ans sachant qu'il existe un dépistage du cancer du sein (Question ouverte – Réponses spontanées)



6. C'est-à-dire en réponse à une question proposant plusieurs choix et non pas une question ouverte pour laquelle les possibilités de réponses ne sont pas proposées.

Très bonne connaissance de l'examen du dépistage du cancer du sein liée à une forte pratique, avec toutefois un public cible imaginé plus jeune

L'existence d'un dépistage du cancer du sein est largement connue du grand public (98 % des 25 ans et plus ; 99 % des femmes de 50 à 74 ans). C'est aussi le dépistage pour lequel les femmes identifient le mieux l'examen : 87 % des femmes de 50 à 74 ans évoquent spontanément la mammographie (+ 3 points par rapport à 2005) (fig. 3). Ce niveau de connaissance est à mettre en lien avec une pratique importante du dépistage : 91 % des femmes de 50 à 74 ans déclarent avoir fait au moins une fois un dépistage au cours de leur vie.

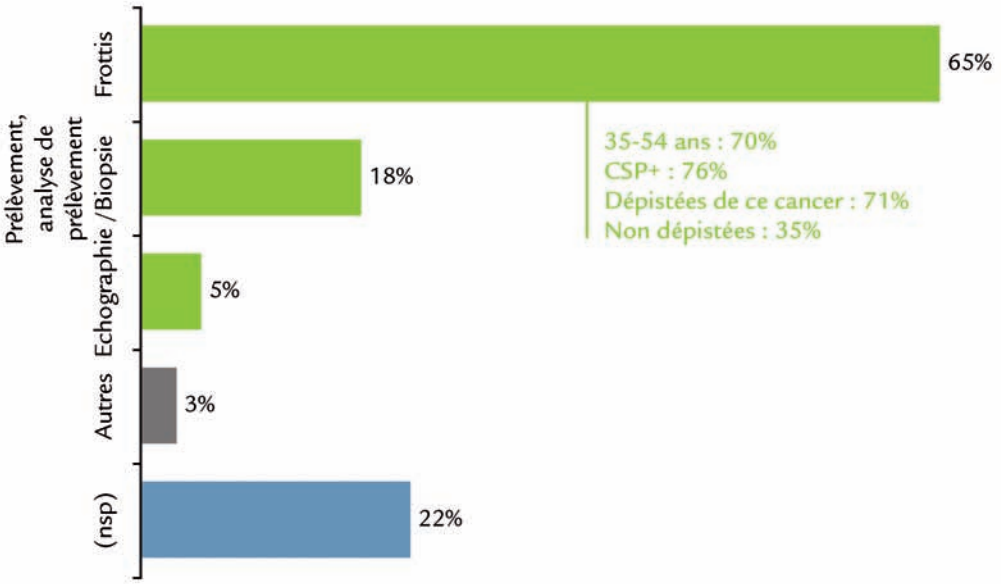
La majorité des femmes de 50 à 74 ans ont, de plus, bien intégré le message de la régularité du dépistage (72 % citent tous les deux ans comme étant la fréquence conseillée). L'âge à partir duquel le dépistage doit être réalisé est, en revanche, moins connu. Seules 30 % des femmes de 50 à 74 ans citent 50 ans comme l'âge à partir duquel il est recommandé de se faire dépister, avec tout de même une évolution observée depuis 2005 de plus de 5 points sur la citation de la tranche d'âge recommandée. La pratique fréquente de la mammographie dans le cadre du dépistage individuel avant 50 ans explique certainement ces hésitations sur l'âge recommandé.

Bonne connaissance des modalités du dépistage du cancer du col de l'utérus, avec toutefois une méconnaissance du rythme auquel il est recommandé de se faire dépister

Le frottis comme modalité pratique de dépistage du cancer du col de l'utérus est connu par 65 % de la population des femmes de 25-65 ans. Il faut toutefois noter que la connaissance de cet examen auprès des femmes concernées n'atteint pas celle de la mammographie (différence de 22 points) (fig. 4).
En outre, les femmes de 25 à 65 ans ne connaissent pas bien l'âge à partir duquel ce dépistage est préconisé. En effet, 47 % des femmes de 25 à 65 ans déclarent que cet âge se situe entre 25 et 44 ans. On observe également que les femmes

FIG. 4 - EN QUOI CONSISTE, SELON VOUS, L'EXAMEN DE DÉPISTAGE DU CANCER DE L'UTÉRUS ?

Base : Femmes de 25-65 ans sachant qu'il existe un dépistage du cancer de l'utérus (Question ouverte – Réponses spontanées)



sont nombreuses (21 %) à déclarer un âge très jeune situé entre 15 et 24 ans, une évolution de plus de 11 points depuis 2005. Ces chiffres sont le reflet d'une pratique, non consensuelle de frottis au début de l'activité sexuelle des jeunes filles. Ils sont peut-être également liés à une confusion avec les recommandations de vaccination contre le HPV portées récemment, et de façon très visible par les campagnes d'information des laboratoires pharmaceutiques.

La fréquence de ce dépistage est par ailleurs surestimée par les femmes concernées (femmes de 25 à 65 ans) : la majorité d'entre elles déclare que le frottis doit être réalisé une fois par an (51 %), ou une fois tous les deux ans (31 %). La connaissance, ou plutôt la méconnaissance des femmes, s'appuie sur une pratique habituelle de prescription des professionnels de santé, qui préconisent un suivi annuel. Elle peut aussi s'expliquer par la relative complexité de la recommandation sur le rythme du frottis (ce dépistage est à réaliser deux années consécutives, puis une fois tous les trois ans si les deux premiers examens ne révèlent pas d'anomalie).

Une connaissance des modalités du dépistage du cancer colorectal qui progresse fortement

La connaissance des modalités de dépistage du cancer colorectal est encore relativement floue, mais on observe qu'elle est plus importante dans les départements pilotes ayant mis en place le programme de dépistage dès 2002-2003, et qu'elle a favorablement évolué depuis 2005.

La généralisation du programme de dépistage organisé et la communication qui l'a accompagnée en 2008 ont pu contribuer à ces évolutions : en 2005, le dépistage du cancer colorectal était majoritairement associé à la coloscopie, alors qu'aujourd'hui, les Français de 50 à 74 ans citent majoritairement le test de recherche de sang dans les selles (52 %, + 24 points en trois ans). Ils ne sont plus que 35 % à citer la coloscopie (- 10 points) (fig. 5). Ces résultats sont encore plus marqués dans les départements pilotes du dépistage organisé du cancer colorectal puisque les Français de 50 à 74 ans y sont 60 % à citer le test. Cette progression de la connaissance du test de recherche de sang dans les selles par rapport à la coloscopie explique vraisemblablement la dédramatisation de ce dépistage (les Français le jugeant moins douloureux : - 10 points depuis 2005 et moins désagréable : – 12 points).
Aujourd'hui, 43 % des Français et 53 % des 50-74 ans déclarent que c'est à partir de 50 ans qu'il est recommandé de se faire dépister et 70 % d'entre eux déclarent que la tranche d'âge recommandée se situe entre 45 et 75 ans, soit 15 points de plus par rapport à 2005.

Cependant, la fréquence du dépistage reste floue pour l'ensemble des Français comme pour les 50-74 ans : un quart environ estime que l'examen doit avoir lieu une fois par an (24 % de chaque population), tandis que respectivement 31 % et 38 % pensent que l'examen doit être fait tous les deux ans ou tous les cinq ans (respectivement 28 % et 24 %). Ce dernier chiffre est à rapprocher de la surveillance par coloscopie qui se fait tous les cinq ans. Par ailleurs, il reste 26 % des Français et 43 % des hommes de 50 à 74 ans qui pensent que les hommes sont davantage concernés par le dépistage du cancer colorectal. Il est vrai que le cancer colorectal touche davantage les hommes que les femmes et la mise en place du programme de dépistage organisé du cancer colorectal a pu être considérée comme le premier programme de dépistage masculin venant compléter ceux mis en place pour les femmes sur le cancer du sein et du col de l'utérus.

Une connaissance moindre des modalités de détection précoce du cancer de la peau

Les Français sont moins nombreux à savoir qu'il existe une possibilité de détection précoce des cancers de la peau et ceux qui en ont entendu parler n'en connaissent pas clairement les modalités. En effet, un tiers des Français (33 %) qui connaît son existence ne sait pas spontanément en quoi consiste la démarche, même si 47 % citent quand même l'examen du grain de beauté.

IV. Expériences et pratiques déclarées de dépistage

Des pratiques déclarées de dépistage plutôt stables

En déclaratif, les dépistages du cancer du sein et du col de l'utérus sont les plus largement pratiqués : respectivement

91 % des femmes de 50 à 74 ans et 76 % des femmes de 25 à 65 ans disent l'avoir réalisé au moins une fois, voire plusieurs fois (respectivement 86 % et 70 % l'ont fait plusieurs fois). Ces dépistages sont encore davantage pratiqués par les femmes ayant un suivi gynécologique (respectivement + 2 points et + 5 points par rapport à la moyenne). La pratique déclarée des dépistages progresse également avec l'appartenance à une catégorie sociale plus élevée : respectivement + 7 points et + 6 points par rapport à la moyenne. Les femmes disent avoir réalisé leur frottis de dépistage en majorité chez un gynécologue (83 %) plutôt que chez un médecin généraliste (16 %). Ces chiffres sont stables depuis quatre ans.

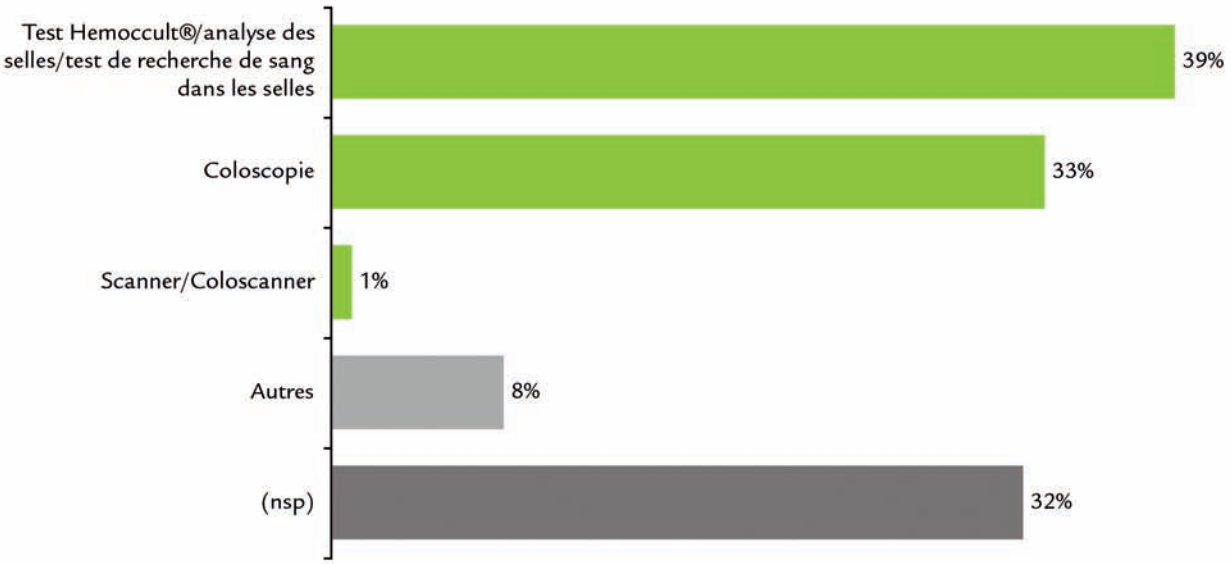
La pratique déclarée du dépistage du cancer colorectal est encore relativement faible par rapport au dépistage du cancer du sein ou du col de l'utérus : seuls 47 % des Français de 50 à 74 ans disent avoir déjà réalisé un dépistage du cancer colorectal : 24 % par coloscopie et 23 % par un test de recherche de sang dans les selles. La pratique du test de recherche de sang dans les selles n'est donc pas encore une habitude prise par les Français de 50 à 74 ans. Toutefois, il est important de noter que la généralisation du dépistage organisé s'est faite progressivement, et qu'au moment de l'enquête, beaucoup d'hommes et de femmes concernés n'avaient pas encore été invités. Les résultats observés dans les départements pilotes sont naturellement plus élevés : 65 % des 50-74 ans y déclarent avoir effectué un dépistage par coloscopie ou test de recherche de sang dans le selles, dont 32 % qui déclarent avoir réalisé un test de recherche de sang dans les selles.

Circuit du dépistage : importance du rôle des professionnels de santé

Exception faite du dépistage du cancer de la peau, les dépistages sont réalisés davantage à la demande d'un professionnel de santé qu'à l'initiative de la personne : à commencer par le dépistage du cancer de l'utérus (fig. 6), 80 % sur incitation du médecin, 60 % pour le cancer du sein et 50 % pour

FIG. 5 - EN QUOI CONSISTE, SELON VOUS, L'EXAMEN DE DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL ?

Base : 50-74 ans sachant qu'il existe un dépistage du cancer colorectal (Question ouverte – Réponses spontanées)



le colorectal, contre 60 % à la demande de la personne pour le cancer de la peau.

L'incitation, ou la demande, se fait auprès d'un médecin spécialiste plutôt que généraliste (dans 79 % des cas pour le dépistage du cancer du col de l'utérus, 66 % pour le dépistage des cancers de la peau, 48 % par le gynécologue pour le dépistage du cancer du sein *versus* 39 % par le généraliste), sauf pour le dépistage du cancer colorectal où le médecin généraliste est plus souvent cité (51 % contre 29 % pour le spécialiste qui prend en charge les personnes justifiant d'un suivi par coloscopie), ce qui est cohérent avec l'organisation mise en place par les pouvoirs publics.

En dehors du dépistage du cancer de la peau, pour lequel les personnes disent être le plus souvent à l'initiative de la démarche, les professionnels de santé jouent un rôle fondamental dans l'incitation au dépistage. C'est particulièrement le cas pour le dépistage du cancer du col de l'utérus (80 % déclarent avoir été incités par leur médecin), mais aussi pour le dépistage du cancer du sein (60 %) ou du cancer colorectal (50 % l'ont fait sur incitation médicale alors que 21 % ont initié eux-mêmes la démarche).

Les courriers d'invitation envoyés dans le cadre des dépistages organisés sont cités comme un élément déclencheur par environ un quart des personnes dépistées sur le cancer colorectal (ce qui est bien plus qu'en 2005 où 16 % des dépistés citaient le courrier, soit plus de 8 points) et par 15 % des femmes dépistées pour le dépistage du cancer du sein (en baisse de 8 points par rapport à 2005). On peut supposer que pour le dépistage du cancer du sein, largement pratiqué et connu par les femmes, la lettre d'invitation joue aujourd'hui davantage un rôle de rappel calendaire que d'incitation.

Les freins au dépistage

Comme en 2005, la première raison citée liée à la non-pratique du dépistage n'est pas tant l'insouciance (« n'y a pas songé »

FIG. 6 - QUELLE EST LA RAISON POUR LAQUELLE VOUS AVEZ FAIT UN DÉPISTAGE ? AVEZ-VOUS FAIT CE DÉPISTAGE...
(deux réponses possibles)

Base : S'est déjà fait dépister au moins une fois pour ce cancer

	Cancer colorectal	Cancer de l'utérus	Cancer du sein	Cancer de la peau
BASES	272	392	362	275
	%	%	%	%
Parce que vous l'avez demandé à votre médecin généraliste	21	8	13	22
Parce que votre médecin généraliste vous a dit qu'il fallait le faire sans que vous lui demandiez	32	17	27	12
Parce que vous l'avez demandé à votre spécialiste/gynécologue/dermatologue	9	13	10	48
Parce que votre spécialiste/gynécologue/dermatologue vous a dit qu'il fallait le faire sans que vous lui demandiez	20	62	33	15
Parce que vous avez reçu un courrier vous invitant à faire cet examen	24	*	15	*
Parce que vous l'avez demandé à un autre médecin spécialiste	*	2	5	2
Parce qu'un autre médecin spécialiste vous a dit qu'il fallait le faire sans que vous lui demandiez	*	4	1	1
(nsp)	4	1	4	4
S/T Sur demande	29	22	27	60
S/T Sur incitation	50	80	60	29

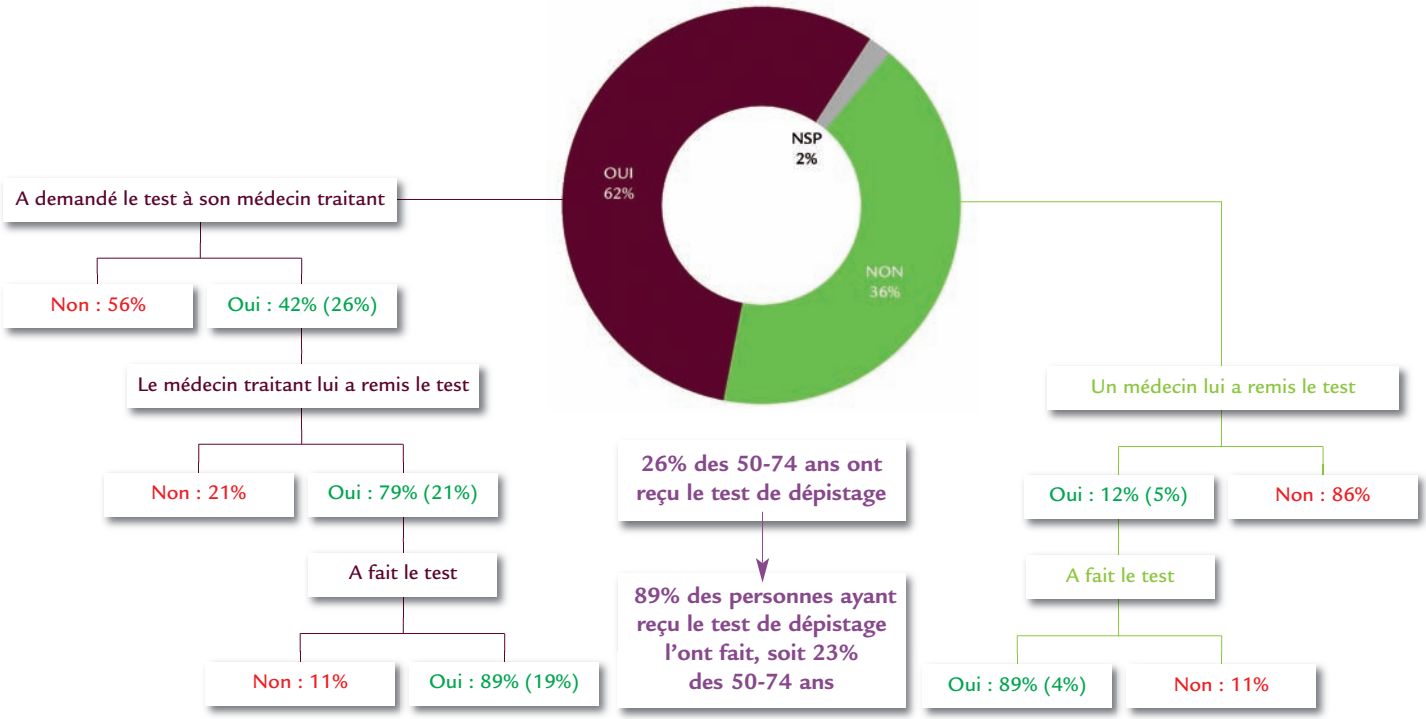
cité à 29 % au global) que la non-apparition de symptômes (57 % de citations), démontrant qu'une confusion importante persiste entre « dépistage » et « diagnostic », et ce pour l'ensemble des dépistages étudiés.

Le dépistage reste en effet dans une proportion importante associé à l'idée d'un diagnostic précoce que l'on fait lorsqu'il y a déjà présomption de cancer. Vingt-six pour cent des Français restent ainsi convaincus que le dépistage est nécessaire uniquement si des symptômes ou douleurs sont ressentis. Les Français qui ne se sont pas fait dépister sont plus nombreux que la moyenne à partager cette idée (33 % des non-dépistés contre 22 % des dépistés). Le peu d'évolution observée sur cet item depuis quatre ans démontre qu'il s'agit d'une idée reçue ancrée et d'un frein donc difficile à lever.

Cette confusion est avant tout le fait des personnes plus âgées (personnes de plus de 75 ans) qui sont certainement confrontées plus directement à la maladie et qui ne sont pas concernées de la même façon par le dépistage. Elles sont rejointes dans cette tendance par les catégories plus populaires (catégories socioprofessionnelles les moins favorisées et personnes ayant peu de diplômes) : les personnes sans diplôme considèrent pour 42 % d'entre elles que le dépistage est « utile uniquement en cas de symptômes » et 39 % que « si l'on fait un dépistage, c'est que l'on a de fortes chances d'avoir un cancer ».
Les ouvriers sont également 38 % à partager cette dernière opinion. Par ailleurs, les personnes qui n'ont pas le bac sont 44 % à déclarer que « le cancer est une maladie dont on ne guérit pas ».

FIG. 7 - VOUS SOUVENEZ-VOUS AVOIR REÇU PAR COURRIER UNE LETTRE VOUS INVITANT À BÉNÉFICIER DU DÉPISTAGE ORGANISÉ DU CANCER COLORECTAL ?

Base : Aux personnes de 50-74 ans - **( ) : résultats sur la base de l'ensemble des 50 ans et +**



V. Focus sur le dépistage organisé du cancer du sein et le dépistage organisé du cancer colorectal

Actuellement, pratiquement toutes les femmes de 50 à 74 ans (91 %) déclarent avoir réalisé au cours des deux dernières années une mammographie et la majorité de ces femmes déclare l'avoir réalisé dans le cadre **du dépistage organisé du cancer du sein** (57 % des femmes de 50 à 74 ans).
Quasiment toutes les femmes concernées se souviennent du courrier d'invitation (94 %) et suite à ce courrier, la majorité (61 %) déclare avoir réalisé l'examen dans le cadre du dépistage organisé. Depuis 2005, les femmes de 50 ans ou plus sont plus nombreuses à se souvenir du courrier (+ 4 points) et celles l'ayant réceptionné déclarent plus souvent réaliser l'examen dans le cadre du dépistage organisé (+ 4 points).

Parallèlement, les femmes de 50 à 74 ans qui déclarent ne pas avoir réalisé le dépistage ne le rejettent pas. Elles déclarent qu'elles sont suivies par ailleurs ou qu'elles n'ont pas pris le temps de le faire, et quasiment aucune ne déclare que le dépistage organisé ne sert à rien ou encore qu'il est inutile en l'absence de symptôme. Fait encourageant, elles comptent majoritairement se faire dépister à l'avenir dans le cadre du dépistage organisé (64 % l'envisagent vraiment).

Le dépistage organisé est perçu comme un dépistage de qualité (63 % jugent qu'il est « de meilleure qualité » que les dépistages prescrits directement par un gynécologue ou un médecin généraliste), mais semble parfois davantage relever d'une politique sociale puisque 65 % des femmes concernées jugent qu'il « concerne les personnes qui n'ont pas les moyens ». Par ailleurs, une proportion non négligeable de femmes de 50 à 74 ans, et notamment de celles qui se sont fait dépister (38 %), jugent qu'il est « impersonnel et fait à la chaîne ».

Ces chiffres expliquent qu'en dépit d'une qualité reconnue du dépistage organisé, l'attachement au colloque singulier avec son médecin justifie chez certaines femmes une préférence pour le dépistage individuel.

La majorité des personnes concernées par **le dépistage du cancer colorectal** (hommes et femmes de 50 à 74 ans) se souviennent du courrier les invitant à consulter leur médecin pour qu'il leur remette le test de dépistage (62 %). Mais après la réception du courrier (fig. 7), moins d'une personne sur deux (42 %) va demander à son médecin le test de recherche de sang dans les selles. Ce sont notamment les hommes qui sont moins nombreux que les femmes à le demander à leur médecin (seulement 36 % des hommes l'ont demandé contre 49 % des femmes). En revanche, une fois le test remis par le médecin, pratiquement tous déclarent l'effectuer (89 %), soulignant ainsi le rôle déterminant du médecin généraliste dans l'adhésion au dispositif.

On note également qu'un médecin sur cinq (21 %) n'a pas donné le test au demandeur. L'explication de ce chiffre est sans doute liée au fait que ces personnes remplissent un critère d'exclusion du programme et relèvent d'autres modalités de surveillance ou de dépistage.

Au final, le dépistage organisé (suite au courrier ou suite à la remise du test par le médecin) est, en déclaratif, réalisé par 23 % des personnes concernées.

Diverses raisons expliquent le fait de ne pas avoir demandé le test au médecin et les raisons avancées spontanément montrent clairement qu'il n'y a pas un rejet de ce dépistage : les Français de 50 à 74 ans déclarent avant tout qu'ils sont déjà suivis par ailleurs (20 %), qu'ils n'ont pas consulté leur médecin (19 %) ou n'ont pas pensé à leur en parler (10 %). Peu se justifient en invoquant l'absence de symptômes (8 %), que cela ne sert à rien (3 %) ou encore que cela ne les concerne pas (2 %).

CE DOCUMENT S'INSCRIT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN CANCER 2009-2013.

Mesure 6

action 6.3 : Réaliser des enquêtes régulières sur les connaissances, les attitudes, le comportement, et la perception des cancers et des facteurs de risques, notamment un baromètre cancers.

INSTITUT NATIONAL DU CANCER

52, avenue André Morizet
92513 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. : +33 (1) 41 10 50 00
Fax : +33 (1) 41 10 50 20
www.e-cancer.fr

Édité en septembre 2009 par l'Institut National du Cancer
Tous droits réservés – Siren 185 512 777
Impression : Comelli

Site Internet de l'Institut National du Cancer

www.e-cancer.fr

Cette brochure est disponible gratuitement
par téléchargement sur **www.e-cancer.fr**

ou sur simple demande à l'adresse suivante :
Institut National du Cancer
Service publications et diffusion
52, avenue André Morizet
92513 Boulogne-Billancourt Cedex
diffusion@institutcancer.fr

RÉF. BROBAROBVA09

INSTITUT NATIONAL DU CANCER